

L'Italie en proie à la tentation révisionniste

Fabrice JESNE et Simon SARLIN

Alors que l'Italie vient de célébrer les 150 ans de son unité, des histoires révisionnistes remettant radicalement en cause les modalités et les effets de l'unification de la péninsule fleurissent. Avec la complicité d'une partie du monde politique, cette offensive n'épargne aucun des grands moments de l'histoire italienne. Serait-ce la manifestation d'une crise plus générale du roman national ?

Au cours de l'année 2011, l'Italie n'a pas seulement dû affronter la lente agonie du berlusconisme et l'augmentation du « spread » entre ses bons du trésor et ceux de l'Allemagne. Il lui a également fallu composer avec le 150^{ème} anniversaire de son unité. L'Italie, nation inachevée : le constat est d'une grande banalité. L'usage du passé dans le débat politique italien est révélateur de la bataille pour l'hégémonie politique que se livrent depuis une vingtaine d'année la gauche et la droite. Pendant une cinquantaine d'années, le discours historique a été le principal instrument de la formation d'une classe dirigeante de gauche. Depuis le milieu des années 1990 cependant, la bataille des idées a semblé se retourner en faveur du « centre-droit » et de son projet de remise en cause de l'hégémonie culturelle de la gauche. La coalition menée par Silvio Berlusconi a bénéficié, dans cette entreprise, de trente ans de « déséducation de masse », dont il aurait été à la fois le révélateur et l'accélérateur grâce à son emprise médiatique et politique¹.

Les querelles historiques italiennes se situent à la jonction de deux phénomènes qui ne sont pas propres à l'Italie : une longue révolution conservatrice et une mutation profonde des

¹ E. Scalfari, "Il bunga bunga che segna la fine di un regno", *La Repubblica*, 31 octobre 2010.

rapports au savoir. La question des révisionnismes n'est pas neuve. Pour le lecteur français, elle se confondra peut-être avec celle du négationnisme ; le révisionnisme désigne pourtant le processus normal et permanent du renouvellement historiographique, fruit de l'examen critique des sources par la science historique. En Italie, le révisionnisme a été d'abord revendiqué par des groupes liés aux droites les plus dures, puis par toutes sortes de mouvances ayant en commun de s'opposer à « l'histoire officielle » d'un supposé *establishment* intellectuel et politique.

Unité, je n'écris pas ton nom !

Avec 250 000 exemplaires vendus, *Terroni*, le livre du journaliste Pino Aprile, figure parmi les best-sellers de l'année 2010 en Italie. Soit l'histoire de « tout ce qui a été fait pour que les Italiens du Sud deviennent des méridionaux », c'est-à-dire une sous-espèce d'Italiens arriérés et méprisés. : *terrone*, « mangeur de terre », est le terme dépréciatif utilisé depuis les années 1960 en Italie septentrionale et centrale pour désigner les émigrés chassés du Sud par la pauvreté. La thèse centrale de l'ouvrage est que le retard structurel du Sud de la péninsule par rapport au Nord « n'existe pas *malgré* la naissance de l'Italie unifiée mais tire son origine d'elle, et [qu']il dure encore parce qu'elle constitue le moteur de l'économie du Nord » : l'ancien royaume des Deux-Siciles, qui était « jusqu'au moment de l'agression [de 1860] parmi les pays les plus industrialisés au monde », aurait été « unifié par la force, dépouillé de ses richesses et asservi pour permettre le développement du Nord » au prix d'une conquête et d'un pillage systématique dont la barbarie n'aurait d'équivalent que dans l'occupation nazie, les guerres balkaniques ou la terreur stalinienne. En somme, « la construction de l'infériorité du Sud à coups de massacres, de pillages et de lois scélérates » serait « la plus grande affaire qu'a jamais faite le Nord »².

Le Sud, victime d'une unification conduite par et pour le Nord ? La thèse n'est guère nouvelle. Au tout début du XXe siècle, le journaliste et économiste Francesco Saverio Nitti a mobilisé une vaste documentation statistique pour réévaluer le potentiel économique du *Mezzogiorno* pré-unitaire et démontrer que le développement du Nord après l'unité était dû en grande partie aux sacrifices imposés au Sud. Même accompagnée de professions de foi patriotiques, cette lecture lui a valu de véhémentes critiques et prises de distances, comme

² P. Aprile, *Terroni : tutto quello che è stato fatto perchè gli italiani del Sud diventassero meridionali*, Milan, Piemme, 2010.

celle de son ami et « compatriote » Giustino Fortunato (les deux étaient originaires de Basilicate), lequel écrivait pourtant, dans une lettre à Emilio Gentile, que l'unité italienne « qui devait être notre rédemption morale (...) a été, malheureusement, notre ruine économique »³. Antonio Gramsci, dans ses *Carnets de la prison* (écrits entre 1929 et 1935 mais publiés seulement après la Guerre), comparait le Nord à « une pieuvre qui s'enrichissait aux dépens du Sud » et affirmait que « sa croissance économique et industrielle était en rapport direct avec l'appauvrissement de l'économie et de l'agriculture méridionales »⁴. Ce type d'attitudes, souvent cataloguées comme « méridionalistes », était un peu passé de mode à la fin des années 1960 sous l'effet du rattrapage socio-économique du *Mezzogiorno* permis par le « miracle italien ». Son retour en force dans le débat public, depuis une vingtaine d'années, s'est accompagné d'un haussement de ton.

Il suffit, pour s'en convaincre, de citer quelques titres de publications parues à l'occasion de la célébration du 150^e anniversaire de l'Unité, dans un but de contre-célébration : *L'Unité funeste, 1861-2011 : 150 ans qui se portent mal*⁵, *L'Unité divisée, 1861-2011 : l'Italie réelle prend la parole*⁶, *Après coup : l'Unité de l'Italie vue 150 ans plus tard*⁷. L'heure semble à la réhabilitation des vaincus et des « victimes » de l'unification : soldats du roi des Deux-Siciles⁸, paysans et brigands en révolte contre l'État unitaire⁹, Église¹⁰ ou méridionaux dans leur ensemble. Bien peu, en 1961, auraient osé prendre la défense des Bourbons de Naples et de leur régime ; les premiers sont aujourd'hui érigés en modèles de

³ G. Fortunato, *Carteggio 1865-1911*, Bari, Laterza, 1978, p. 64-65.

⁴ Antonio Gramsci, *Il Risorgimento*, Rome, Editore Riuniti, 1979, p. 98.

⁵ S. Lanza et G. De Crescenzo (dir.), *Malaunità : 1861-2011 centocinquante anni portati male*, Naples, Spaziocreativo, 2011.

⁶ *L'Unità divisa : 1861-2011 : parla l'Italia reale*, Rimini, Il Cerchio, 2009.

⁷ *Il senno di poi : l'unità d'Italia vista 150 anni dopo*, Rimini, Il Cerchio, 2011.

⁸ G. Di Fiore, *I vinti del Risorgimento: storia e storie di chi combatté per i Borbone di Napoli*, Turin, UTET, 2004; G. De Antonellis, *Non mi arrendo : da Gaeta a Civitella l'eroica difesa del Regno delle Due Sicilie*, Naples, Controcorrente, 2001; F. Izzo, *I Lager dei Savoia : storia infame del Risorgimento nei campi di concentramento per meridionali*, Naples, Controcorrente, 1999.

⁹ Sur ce thème, les publications sont trop nombreuses pour être toutes citées ; retenons, parmi les plus présentes dans les librairies : G.B. Guerri, *Il sangue del Sud : antistoria del Risorgimento e del brigantaggio*, Milan, Mondadori, 2010; V. Romano, *Brigantesse : donne guerrigliere contro la conquista del Sud (1860-1870)*, Naples, Controcorrente, 2007; S. Scarpino, *La guerra cafona : il brigantaggio meridionale contro lo Stato unitario*, Milan, Boroli, 2005; F. D'Amore, *Viva Francesco II, morte a Vittorio Emanuele! : insorgenze popolari e briganti in Abruzzo, Lazio e Molise durante la conquista del Sud, 1860-1861*, Naples, Controcorrente, 2004; F.M. Agnoli (ed.), *Dossier brigantaggio : viaggio tra i ribelli al borghesismo e alla modernità*, Naples, Controcorrente, 2003.

¹⁰ H. de Sauclières, *Il risorgimento contro la chiesa e il Sud : intrighi, crimini e menzogne dei Piemontesi*, Naples, Controcorrente, 2003.

souverains et le second célébré comme une sorte de paradis perdu¹¹. Aucune critique n'est épargnée en revanche aux figures tutélaires du *Risorgimento*, à commencer par Giuseppe Garibaldi et ses comparses « prédateurs du Sud »¹².

La tentation de réécrire l'histoire n'est pas l'apanage d'un Sud qui se sent malmené par l'histoire. L'unité, une bonne affaire pour le Nord ? Pas du tout, argumente Lorenzo del Boca, dans un livre miroir de celui d'Aprile, intitulé *Polentoni* (« mangeurs de polenta », ainsi qu'étaient surnommés les Italiens du Nord par leurs voisins du Sud). Ou du moins pas pour le Nord véritable, « celui des campagnes et des usines », trahi par « quelques centaines de bourgeois à la tête de l'État et aspirant à gouverner en plus grand », qui paierait encore aujourd'hui le prix d'une unification artificielle et précipitée¹³. Les Septentrionaux n'auraient donc guère à se réjouir d'une unité qui leur a imposé le carcan du centralisme et le fardeau du Sud. Ils feraient donc partie, eux aussi, des « vaincus » du *Risorgimento*. Ce discours a contribué à bâtir le succès du mouvement sécessionniste qu'est la Ligue du Nord et de son leader, Umberto Bossi, cité par del Boca comme l'homme politique italien « le plus clairvoyant ». Et si l'Église catholique semble avoir réglé ses comptes avec l'unification qui a dépossédé la papauté de son pouvoir temporel et laïcisé l'État¹⁴, une partie du monde catholique italien continue de voir dans la construction nationale une machine de guerre contre l'Église et une trahison du caractère profondément catholique de l'Italie¹⁵.

Au-delà de leurs différends, un point rassemble tous les pourfendeurs de l'unification : il existerait une histoire « officielle » du XIXe siècle qui devrait être systématiquement révisée parce qu'elle serait le fruit d'une culture dominante imposée par les vainqueurs et

¹¹ Exemple est, en ce sens, le collectif G. Rinaldi (ed.), *Il Regno delle Due Sicilie : tutta la verità*, Naples, Controcorrente, 2001. Dans le même esprit : *L'età di Re Ferdinando : 1830-1859*, Naples, Controcorrente, 2006; *Le Due Sicilie nella Restaurazione*, Naples, Controcorrente, 2004.

¹² L. Salera, *Garibaldi, Fauché e i predatori del regno del Sud : la vera storia dei piroscafi Piemonte e Lombardo nella spedizione dei Mille*, Naples, Controcorrente, 2006; A. Pellicciari, *I panni sporchi dei Mille : l'invasione del Regno delle due Sicilie nelle testimonianze di Giuseppe la Farina, Carlo Persano e Pier Carlo Boggio*, Rome, Liberal, 2003; G. Rinaldi, *Garibaldi : l'avventuriero, il massone, l'opportunist*, Naples, Controcorrente, 2011.

¹³ L. Del Boca, *Polentoni : come e perchè il nord è stato tradito*, Milan, Piemme, 2011.

¹⁴ « Nous ne cesserons jamais de répéter que l'unité nationale est une valeur incontournable et une conquête à laquelle nous ne pouvons renoncer », déclarait ainsi le président de la Confédération épiscopale italienne, Mgr Angelo Bagnasco, à l'occasion de la 63^e Assemblée nationale des évêques en mai 2011 [http://www.chiesacattolica.it/pls/cci_new_v3/cciv4_doc.edit_documento?p_id=15377].

¹⁵ A. Pellicciari, *Risorgimento da riscrivere. Liberali & massoni contro la Chiesa*, Milan, Ares, 1998; *Risorgimento anticattolico : la persecuzione della Chiesa nelle Memorie di Giacomo Margotti*, Casale Monferrato, Piemme, 2004.

entretenu par leurs héritiers. C'est pourquoi ils se réclament eux-mêmes d'une démarche « révisionniste », de la même façon qu'on demande la révision d'un procès injuste. Il ne s'agit rien moins que de « nier la négation¹⁶ », pourfendre « le mensonge patriotique¹⁷ », combattre « l'histoire manipulée¹⁸ », dévoiler « l'histoire interdite¹⁹ » et, pour ce faire, pratiquer une « contre-histoire²⁰ ». Le procès, inversé, se tient désormais contre un monde universitaire accusé d'avoir renoncé à sa mission critique et d'ignorer ceux qui, journalistes, avocats, médecins, instituteurs, érudits ont courageusement osé élever leur voix pour braver la *doxa*.

Pour Lorenzo Del Boca, « les vaincus du XIXe siècle – les méridionaux, les brigands, les classes prolétaires, l'Église – ont redressé la tête et haussé la voix. Ce qui n'avait pas été possible pendant cent ans a été réalisé au cours des vingt dernières années, grâce à des travaux et des recherches, toujours plus nombreux et toujours mieux documentés, qui ont mis en crise la vulgate traditionnelle. Mais l'historiographie officielle [sic] n'a pas été capable de recevoir les thèses révisionnistes, de leur faire une place à côté des thèses traditionnelles, avec pour résultat que la distance entre l'*intelligentsia* et le pays s'est peu à peu creusée jusqu'à former deux mondes presque inconciliables »²¹. La posture est facile : le goût d'une fraction du grand public pour les « vérités qui dérangent » et les multiples déclinaisons des théories du complot est évident. Mais il y a là plus qu'un argument de vente : ces accusations récurrentes traduisent la mentalité d'un milieu structuré par ses propres réseaux, qui conçoit la propagation de « sa » vérité comme une guerre de positions.

Le monde académique, cheminant depuis cent cinquante ans en rangs serrés dans les ornières de la vulgate libérale-patriotique du *Risorgimento* aurait-il sa part de responsabilité ? Aurait-il agi par conformisme ? par goût du lucre ? par incompetence ? C'est ce que les redresseurs de torts aimeraient faire croire. Mais sur quelles bases s'appuient les déblayeurs de l'histoire si bien cachée du *Risorgimento* ? Pour ces nouveaux apôtres du positivisme, la production de faits et documents nouveaux constitue une preuve suffisante ; passer le seuil des archives a valeur de blanc-seing. Bien faible est, en réalité, la part des découvertes et de

¹⁶ N. Zitara, *Negare la negazione*, Naples, Controcorrente, 2001.

¹⁷ G. Lentini, *La bugia risorgimentale : il Risorgimento italiano dalla parte degli sconfitti*, Rimini, Il Cerchio, 1999.

¹⁸ L. Salera, *La storia manipolata 1860-1861 : documenti e testimonianze*, Naples, Controcorrente, 2009.

¹⁹ *La storia proibita: quando i piemontesi invasero il Sud*, Naples, Controcorrente, 2001.

²⁰ G. Di Fiore, *Controstoria dell'unità d'Italia. Fatti e misfatti del Risorgimento*, Milan, Rizzoli, 2007.

²¹ L. Del Boca, *Polentoni*, cit., p. 10.

l'inédit dans les pièces mobilisées pour instruire leur procès. Mais là n'est pas leur seule faute. Leur principale erreur consiste à ignorer que l'histoire se fait et se falsifie avec des documents. Une chose est ainsi de mettre à bas la « légende noire » des États italiens de la Restauration à la soumettant à l'examen critique ; une autre est d'en faire des parangons de bon gouvernement au prix d'une sélection partielle des informations. Le royaume des Bourbons de Naples peut bien se targuer d'avoir abrité la première ligne de chemin de fer italienne – inaugurée en 1839, elle reliait Naples, la capitale, à son faubourg de Portici – mais cette primauté ne doit pas faire oublier qu'il s'agissait de moins de 8 km de rails destinés à l'usage quasiment privé de la famille royale, ni qu'en 1860, l'État le plus étendu de la péninsule ne comptait que 124 km de voies ferrées en fonctionnement contre 308 en Toscane ou 866 dans le Piémont de Cavour, et qu'une vaste portion du territoire (dont la Sicile) en était complètement dépourvue. On pourrait ferrailer sur bien des questions. Lorenzo del Boca reste cependant dans le vrai lorsqu'il évoque deux mondes inconciliables. La démarche des révisionnistes n'a tout simplement « rien à voir avec l'écriture de l'histoire, avec la recherche scientifique, avec le besoin que tout chercheur a de rassembler les tessons de la mosaïque perdue du passé afin de comprendre vraiment ce qui s'est passé »²².

Une offensive révisionniste

Le *Risorgimento* et ses historiens ne sont pas les seuls à se retrouver sur la sellette. « Depuis une dizaine d'années », notait en 2009 l'historien Angelo del Boca dans l'introduction d'un volume collectif consacré à ce phénomène, « l'usage politique de l'histoire, qui n'a rien à voir avec la recherche historiographique, n'a épargné aucune des grandes questions de [l']histoire nationale [italienne] : du *Risorgimento* aux conquêtes coloniales, de l'époque fasciste à la figure de Mussolini, de l'invasion des Balkans aux rapports entre l'Italie et le Vatican, du rôle du communisme aux lois racistes et à la persécution des Juifs, de la Résistance à la République de Salò, de l'après-guerre à la naissance de la République²³ ». Il n'est pas jusqu'aux expériences révolutionnaires et républicaines des années 1796-1799 que n'atteigne l'élan désacralisateur²⁴.

²² « *Manifesto sul revisionismo* », publié dans *La Stampa* du 20 septembre 2000, avec les signatures d'historiens de renom comme Giuseppe Galasso, Massimo L. Salvadori, Nicola Tranfaglia, Maurizio Viroli, Roberto Balzani, Sauro Mattarelli, Luigi Mascilli Migliorini, Gerardo Marotta, Antonio Gargano et Maurizio Ridolfi.

²³ A. Del Boca, « Introduzione », in Angelo Del Boca (dir.) *La storia negata: il revisionismo e il suo uso politico*, Vicence, Neri Pozza, 2010, p. 9-38, p. 9.

²⁴ M. Cattaneo, « Insorgenze controrivoluzionarie e antinapoleoniche in Italia (1796-1814). Presunti complotti e sedicenti storici », *Passato e Presente*, vol. XXVI, 74, 2008, p.p. 81-107.

Derrière la bannière du révisionnisme semblent s'être rangés tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'État unitaire et républicain issu d'un processus historique dont ils s'estiment les perdants : monarchistes traditionnalistes ; anciens et nouveaux apôtres des identités régionales ; catholiques intégristes hostiles à la sécularisation et au « relativisme culturel » ; nostalgiques du régime fasciste et de ses entreprises coloniales. La simultanéité de ces offensives n'est bien sûr pas une coïncidence : sans conclure nécessairement à une offensive concertée, il est difficile d'ignorer les passerelles qui mènent d'un révisionnisme à l'autre. C'est toute la longue gestation de l'État et de la société modernes qui se voit ainsi passée au crible d'une littérature polémique dont le mode opératoire constant consiste à exhumer une « vérité » prétendument occultée par la culture dominante (de gauche). La réécriture de l'histoire vise justement à disqualifier les forces progressistes qui, depuis la Révolution française jusqu'au Parti communiste italien (PCI) en passant par Garibaldi, ont conduit la barque de l'Italie : le *Risorgimento* serait ainsi un complot « jacobin » accompli par une minorité de maçons et de protestants appuyée par l'étranger, en vue de remettre en cause le caractère catholique de l'italianité, comme l'avaient été les républiques-sœurs imposées par les armées révolutionnaires ; le fascisme serait né dans le cadre de la lutte contre le communisme tandis que la Résistance aurait moins relevé de la guerre de libération que de la guerre de classe voire de la guerre au service de l'étranger.

L'offensive révisionniste relève assurément – sans s'y résumer – d'une vision réactionnaire défendue par des groupes de pensée qui ont occupé une place marginale mais constante dans le paysage politique de l'Italie d'après-guerre. Dès la fin de l'année 1945, paraissent les mémoires d'anciens fascistes, repentis ou non. Cette littérature profite de la relative modération de l'épuration à l'italienne. Certes, d'après les travaux historiques les plus récents, 10 à 15 000 personnes environ furent tuées à la Libération, à comparer aux 10 000 morts de l'épuration française. Dès juin 1946 toutefois, l'« amnistie Togliatti », du nom du ministre de la Justice et leader du PCI, permit à la plupart des fascistes de ne pas être inquiétés. Le 26 décembre 1946, était fondé un parti néo-fasciste, le Mouvement Social Italien (MSI), qui envoya, dès les élections de 1948, six députés au parlement. Malgré cette mansuétude qui permit leur réinsertion précoce dans la vie politique et sociale, les ex- ou néo-fascistes œuvrèrent, des décennies durant, à réécrire l'histoire selon deux directions : a) le

fascisme n'eut pas que des aspects négatifs et son chef, Mussolini, était un homme bon ; b) les fascistes ont été, au moment de leur défaite, les victimes de la barbarie communiste.

On pourrait aussi parler d'une sensibilité légitimiste, traditionaliste et régionaliste qui a survécu dans une fraction de la droite monarchique italienne, telle qu'on l'a trouvée exprimée avec discrétion sous la plume de l'écrivain Carlo Alianello (1901-1981) dans un important triptyque littéraire – *L'Alfiere* (1942), *Soldati del Re* (1952) et *L'Eredità della priora* (1963). *L'Alfiere* est le titre repris par la « publication traditionaliste napolitaine » fondée en 1960 par Silvio Vitale (1928-2005), membre du MSI et introducteur en Italie de l'œuvre du philosophe du droit Francisco Elías de Tejada, représentant du traditionalisme espagnol et fer de lance du mouvement carliste. La revue compte alors pour collaborateurs une poignée aguerrie de jeunes chercheurs – parmi lesquels Salvatore Ruta et Pino Rauti, deux militants du MSI puis du groupe d'extrême-droite *Ordine Nuovo*, ou Gabriele Fergola (1938-2011), fer de lance, avec son essai *Antirisorgimento* (1961), de la critique traditionaliste inspirée par l'idéologie d'Elías de Tejada et de l'hispaniste Gianni Allegra, autres contributeurs de la revue – et publie des extraits traduits du *Revolução e Contra-Revolução* (1959) de Plínio Correa de Olivêira (l'œuvre-phare du traditionaliste brésilien ne sera publiée en Italie qu'en 1977). Les *Incontri Tradizionalisti* de Civitella del Tronto, rassemblements annuels des tenants du traditionalisme politique et religieux de tous les pays, se tiennent dans ce haut lieu de la résistance bourbonnienne à l'invasion militaire piémontaise depuis 1971.

Depuis une vingtaine d'années, le discours de ces groupes de pensée a cessé d'être confidentiel. En matière éditoriale, les couleurs du révisionnisme sont désormais défendues par des maisons d'édition qui s'en sont fait une spécialité, à l'exemple d'*Il Cerchio* (« le cercle ») de Rimini ou des Napolitains Controcorrente (« contre-courant ») – dont le premier volume édité a été en 1977 les derniers écrits de Julius Evola, idéologue du fascisme et théoricien d'un racisme d'essence spirituelle, mais dont le catalogue est principalement historique et centré sur les Deux-Siciles et le brigandage, avec des incursions vers les révoltes antijacobines ou la Seconde Guerre mondiale²⁵ – et *Il Giglio* (« le lys », emblème des Bourbons), créé en 1993 pour « combattre la bataille de la mémoire historique des Deux-Siciles » et dont le catalogue historique compte désormais 22 titres²⁶. Internet représente une

²⁵ <http://www.controcorrentedizioni.it/index.php>

²⁶ <http://www.editorialeilgiglio.it/articles.php?lng=it&pg=1042>

formidable vitrine que ces groupes militants n'ont pas manqué d'occuper à travers un dense réseau de sites et de blogs : le site de l'*Associazione culturale Neoborbonica* offre ainsi 10 liens vers des pages consacrées aux Deux-Siciles, 7 vers des sites spécialement consacrés au brigandage, 16 à des associations traditionalistes et 2 à des référendums contre l'avortement, sans oublier le quotidien en ligne *Il Nuovo Sud* fondé en juillet 2008²⁷. Le prosélytisme révisionniste n'a pas épargné la version italienne de Wikipedia, comme en témoignent les avertissements de « non neutralité » qui chapeautent les entrées « *Brigantaggio postunitario* » (brigandage post-unitaire), « *Piemontesizzazione* » (piémontisation) ou « *Massacri delle foibe* » (massacres d'Italiens par les Yougoslaves en 1945-1945).

Depuis les années 1990, le discours révisionniste a trouvé des relais dans un monde politique dont il était jusque-là soigneusement tenu à l'écart. Déclenchée en 1992 par la justice italienne, l'opération *mani pulite* (« mains propres ») conduit à l'implosion, sous le coup des enquêtes anti-corruption, de la Démocratie Chrétienne et du Parti Socialiste, qui, depuis l'instauration de la démocratie après-guerre, dominaient la vie politique italienne aux côtés du Parti Communiste, lequel connaît au même moment une grave crise d'identité liée à l'effondrement de l'URSS. Ce vide politique a aussitôt été investi par de nouvelles forces partisans. Certaines ne ressentaient plus le besoin de se rattacher aux idéaux du *Risorgimento* et de la Résistance ; ainsi *Forza Italia* (« Allez l'Italie »), le parti fondé en 1994 par Silvio Berlusconi, lequel assurait en septembre 2003 à des journalistes britanniques que « Mussolini n'a jamais tué personne, il envoyait les gens en vacances en résidence surveillée »²⁸, faisant allusion à la déportation des opposants politiques dans des localités isolées du Sud devenues aujourd'hui des destinations touristiques recherchées. D'autres remettaient ouvertement en cause la Résistance : c'est le cas du Mouvement Social Italien (qui a pris ses distances avec l'héritage mussolinien en 1995 en changeant son nom pour celui d'*Alleanza Nazionale*) et des diverses ligues autonomistes. Si, sur ce dernier terrain, le Nord plus développé économiquement a été à l'avant-garde avec la montée de la Ligue du Nord, parti né en 1989 de la fusion de divers mouvements autonomistes, le Sud n'a pas été longtemps en reste, du moins en nombre de partis²⁹.

²⁷ http://www.neoborbonici.it/portal/index.php?option=com_weblinks&Itemid=4

²⁸ « Berlusconi si corregge : « Mai difeso Mussolini » », *La Repubblica*, 11 septembre 2003.

²⁹ La *Lega Sud Ausonia* a été fondée en Campanie en 1996 ; en 2005 ont vu le jour le *Movimento per le Autonomie* de Raffaele Lombardo et l'*Unione Federalista Meridionale* ; deux ans plus tard est né *Il Partito del Sud*, fondé à Gaète autour d'Antonio Ciano.

L'écho des thèses révisionnistes dans le discours de ces forces politiques a indéniablement contribué à briser le halo entourant certaines périodes cruciales de l'histoire nationale. À l'heure où l'Italie unifiée célèbre ses 150 ans, dénoncer l'unité comme la source de tous les maux du présent est même devenu un sport pratiqué par de nombreux responsables politiques. Raffaele Lombardo, gouverneur de la région autonome de Sicile depuis 2008, déclarait en octobre 2010 que « selon [lui] la Sicile ne devrait pas célébrer le cent-cinquantième anniversaire de l'unité italienne », car elle « a été une annexion pure et simple, une guerre déclarée au royaume des Deux-Siciles qui a certainement apporté quelque chose, mais certainement pas pour nous [les Siciliens] »³⁰. Même écho du parti indépendantiste sarde (*Partito Sardo d'Azione*) dont le secrétaire national affirme que « les Sardes ont bien peu à fêter [dans l'unité] en raison de toutes les injustices et déséquilibres que l'État italien a imposés à l'île »³¹. Beaucoup, dans les rangs de la Ligue du Nord, parti de la coalition gouvernementale jusqu'en décembre 2011, ont ostensiblement boudé les cérémonies officielles du cent-cinquantième. Son leader, Umberto Bossi, n'a pas hésité – une fois sorti des rangs du gouvernement – à déclarer, en parlant des guerres livrées pour l'unité nationale en Italie du Nord, que « tous les jeunes qui y sont morts prendraient cette fois du service dans l'autre camp »³².

D'autres n'ont pas hésité à donner un brevet de respectabilité aux thèses révisionnistes et à leurs auteurs, à l'exemple du président du Conseil Silvio Berlusconi qui en septembre 2009 recommandait aux jeunes de son parti réunis la lecture d'Angela Pellicciari – grande pourfendeuse du *Risorgimento* comme maçonnique et antireligieux – « afin de se rafraîchir la mémoire ou corriger les erreurs qui ont été écrites sur notre histoire »³³, ou son ministre de la Culture, Sandro Bondi, qui louait au même moment « le révisionnisme, entendu comme désir de vérité » pour avoir « renversé une historiographie qui depuis cinquante ans se fondait sur

³⁰ « Lombardo: "Unità d'Italia? non c'è nulla da festeggiare" », *La Repubblica – sez. Palermo*, 27 octobre 2010 [<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2010/10/27/lombardo-unita-italia-non-nulla.html>]).

³¹ Partito Sardu, « Italia 150: Colli (Psd'Az), partito non parteciperà a celebrazioni », *Blog del Partito Sardo d'Azione*, 2011 [<http://www.partitosardo.eu/index.aspx?m=64&f=4&IDNews=1447&annoarchivio=&mese=>]

³² *La Repubblica*, 29 décembre 2011, [http://www.repubblica.it/politica/2011/12/29/news/bossi_insulta_napolitano_monti-27379323/index.html?ref=search]).

³³ Pier Luigi Battista, « La battuta (ignorata) contro il Risorgimento », *Il Corriere della Sera*, 14 septembre 2009, p. 29 [http://archiviostorico.corriere.it/2009/settembre/14/battuta_ignorata_contro_Risorgimento_co_9_090914051.shtml]

des faussetés et des réticences³⁴ ». Mais les courants révisionnistes n'ont pas trouvé auprès du monde politique qu'un renfort symbolique : au niveau local surtout, certaines municipalités et assemblées régionales ont financé les initiatives culturelles et projets de recherche privilégiant une forte orientation régionaliste/révisionniste et demandé la « révision » des manuels d'histoire (dont la définition relève de la compétence de la région)³⁵.

Mémoire nationale, mode d'emploi

Mais comment comprendre le succès nouveau et croissant du révisionnisme auprès du grand public, des centaines de milliers de lecteurs de *Terroni* ou du millier de « fans » du groupe Facebook « *Io non festeggio 150 anni di bugie* » (« Moi je ne célèbre pas 150 années de mensonges ») ? Celui-ci rencontre quelque résonance dans la vision qu'une partie des Italiens se font de leur histoire. Les habitants de la Botte auraient-ils tout simplement perdu le sens de l'appartenance à une même nation – ou ne l'auraient-ils jamais possédée ? Depuis le début des années 1990, nombre d'historiens ou politistes italiens sont revenus sur la question des limites du processus historique de formation de l'État-nation italien. Ils ont voulu identifier les manifestations de l'incapacité chronique de l'État à inspirer un sentiment d'appartenance nationale à ses sujets, voire certains traits du caractère des Italiens, responsables du défaut de conscience nationale – en particulier la tendance à transformer l'affrontement civil et politique en une pathologie sociale que certains ont proposé de baptiser « divisivité »³⁶. Ces lectures angoissées, inspirées par la crise actuelle, s'enracinent dans une interrogation ancienne. L'impossible rencontre entre l'État, la nation et la société, malgré les promesses du *Risorgimento*, est un cliché de l'histoire italienne qui a lui-même son histoire³⁷. Il faut donc s'en méfier.

³⁴ S. Bondi, « Liberiamo la cultura della politica », *Il Corriere della Sera*, 16 septembre 2009 http://archiviostorico.corriere.it/2009/settembre/16/Liberiamo_cultura_dalla_politica_co_9_090916039.shtml.

³⁵ Ainsi la proposition de Francesco Storace, alors président de la région Latium (novembre 2000), de charger une commission pour la réécriture des manuels d'histoire contemporaine pour les lycées. Voir Turi G., « Una storia italiana », *Passato e Presente*, vol. XXI, 59, 2003, p.p. 89-98.

³⁶ Parmi une vaste littérature, citons : G.E. Rusconi, *Se cessiamo di essere una nazione: tra etnodemocrazie regionali e cittadinanza europea*, Bologne, Il Mulino, 1993; E. Galli della Loggia, *La morte della patria: la crisi dell'idea di nazione tra Resistenza, antifascismo e Repubblica*, Bari, Laterza, 1996; G. Galasso, *Italia nazione difficile: contributo alla storia politica e culturale dell'Italia unita*, Florence, Le Monnier, 1994; N. Bobbio, R. De Felice et G.E. Rusconi, *Italiani, amici nemici*, Rome, Donzelli, 1996; L. Di Nucci et E. Galli della Loggia (dir.), *Due nazioni: legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 2003; M. Graziano, *Italia senza nazione?: Geopolitica di una identità difficile*, Rome, Donzelli, 2007; E. Gentile., *Né Stato né Nazione: Italiani senza meta*, Bari, Laterza, 2010.

³⁷ G. Pécout, « L'Italie est-elle née et a-t-elle grandi contre les Italiens? », *Vingtième siècle*, vol. 100, 4, 2008, p. 97-101.

En premier lieu, l'Italie n'est pas un cas isolé. Elle n'est pas le seul pays européen d'après-guerre à avoir abrité des groupes de pensée ou d'activisme rejetant les fondements de l'État démocratique et défendant une lecture réactionnaire de l'histoire récente, ni même le seul à avoir connu une explosion de ce type d'attitudes dans le contexte généralisé de crise politique et sociale des années 1990, notamment du rapport entre État et citoyens. Ailleurs en Europe, le renforcement d'identités régionales, de type économique, social et culturel, qui ne s'identifient pas à l'État national et aspirent à devenir des sujets politiques, s'est traduit par des remises en cause du passé national.

En second lieu, le constat de l'éclatement des représentations du passé n'est pas aussi évident qu'on voudrait bien le laisser croire. Le bilan des célébrations des 150 ans de l'unification invite à tirer des leçons plus nuancées. Suivant un sondage de l'Institut Mannheimer, l'unification du pays est considérée comme un élément positif par la plupart des Italiens (87 %), tandis que seuls 11 % la considèrent comme un mal ; même une large majorité électeurs de la Ligue du Nord (70 %) juge la création de l'État unitaire comme un fait positif. Plus inquiétante, certes, est la part croissante des critiques chez les jeunes de moins de 24 ans, dont presque un sur cinq estime que l'unification a été une erreur. Parmi les causes de mécontentement, c'est le localisme qui prévaut : 32 % des sondés regrettent ainsi que l'unification ait entraîné une perte des traditions régionales, tandis que 2 sur 3 pensent que plutôt que de parler d'unité nationale, il vaudrait mieux aujourd'hui invoquer l'Union européenne³⁸. Ce qui est en crise est donc plutôt une vision unitaire de l'histoire dans laquelle prédominait la référence nationale.

Cet éclatement des représentations du passé a partout laissé le champ libre à la célébration des mémoires et à la reconnaissance des victimes autrefois négligées par l'imaginaire national. En ce sens, l'Italie contemporaine est parcourue, comme d'autres pays occidentaux, de « régimes victimo-mémoriels » visant à obtenir des compensations symboliques ou matérielles à titres de dédommagement des crimes subis par le passé, qui peuvent compter sur la sympathie acquise du grand public ou l'oreille attentive de certains hommes ou groupes politiques. C'est un terrain favorable aux révisionnistes : on l'a dit, ces derniers s'appuient sur les écrits auto-apologétiques ou polémiques des « vaincus » de l'histoire italienne (cléricaux et bourboniens au XIXe siècle, fascistes au XXe). Le

³⁸ http://www.clandestinoweb.com/?option=com_content&task=view&id=33291

célébrissime ouvrage que le journaliste Giampaolo Pansa a consacré au « sang des vaincus » accumule ainsi le récit des calvaires subis par les victimes des « rouges » entre 1945 et 1947³⁹. La charge émotionnelle de ces témoignages individuels tend à rendre inaudible la critique de l'historien, qui rappelle notamment que les violences furent aussi la conséquence de la terreur fasciste dont l'expression la plus terrible eut lieu entre 1943 et 1945. La différence entre l'Italie et un pays comme la France tient peut-être à la construction non d'une concurrence des régimes victimo-mémoriels minoritaires, mais d'un régime victimo-mémoriel majoritaire : les ennemis politiques du modèle démocratique issu de la Résistance se représentent à la fois comme les héritiers des vaincus d'hier et comme l'expression de la majorité silencieuse, contre les élites de « sachants », équivalent italien de notre Anti-France.

Comme partout ailleurs, les historiens italiens ont dû faire leur deuil de leur statut de passeur du savoir historique et faire face aux incursions de plus en plus fréquentes sur leur territoire d'entrepreneurs de mémoire bénéficiant à plein des nouvelles technologies et relayés par des politiques complaisants, qui revendiquent leur « authenticité » et ne sont pas astreints aux contraintes intellectuelles de la recherche scientifique. L'« histoire officielle » doublement verrouillée par les partis de gauche et le sérail universitaire n'est qu'un mythe dont les apôtres du révisionnisme se servent comme d'un épouvantail. Révisionniste, la recherche historique l'est par nature, dans la mesure où la quête de la vérité suppose de remettre constamment en cause les opinions admises, dans le grand public comme dans la communauté historique.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 avril 2012.

© laviedesidees.fr

³⁹ G. Pansa, *Il sangue dei vinti*, Milan, Sperling & Kupfer, 2003.